

Bonjour à toutes et à tous,

Merci à nos partenaires l'OCDE et au Mexique avec qui nous avons créé, lors du One Planet Summit, l'initiative du Paris collaborative on Green Budgeting. Je suis ravie de vous retrouver pour partager ma vision sur ce sujet.

Pour commencer, je voudrais vous rappeler un peu le contexte dans lequel l'idée a surgi. Nous avons entamé la conversation avec l'OCDE en amont du OPS. Nous étions très impressionnés par deux rapports majeurs qu'avait produits l'OCDE Investing for climate Investing for growth et Aligning policies for a low-carbon economy. Ces rapports ont fourni aux décideurs politiques le récit qui manquait pour s'engager pour le climat.

L'étape d'après, c'était donc de transformer le récit en une boîte à outil pour guider en pratique les décideurs dans leurs choix budgétaires. Les choix qui sont faits en loi de finances ont des effets de court terme sur l'année suivante. Mais ils peuvent aussi avoir un impact sur le long terme s'ils créent des effets pervers inattendus en favorisant des modes de transport intensif en carbone, ou l'étalement urbain par exemple

Il se trouve, qu'au moment où nous nous engageons dans ces réflexions avec l'OCDE, nous étions au cœur de discussions intenses pour finaliser le premier budget du gouvernement. Au Ministère de la Transition écologique et solidaire, nous étions assez contents et même fiers car nous avons obtenu quelques victoires :

- une augmentation considérable du prix du carbone,
- un alignement des taxes sur le diesel, avec des taxes sur le carburant sans plomb.

Par ailleurs, **la moitié du grand plan d'investissement était dédiée à la transition écologique.**

Nous sentions donc que nous allions dans le bon sens. Pourtant, nous avons rapidement convenus qu'il nous manquait un outil de navigation, une boussole (ou un GPS), pour évaluer si tous les choix que nous avons fait en loi de finance étaient bien cohérents avec **notre objectif de long terme : la neutralité carbone d'ici 2050.**

C'était très difficile à dire **et la nécessité d'avoir un outil de pilotage cohérent s'est imposé. Il nous permettrait d'évaluer et d'expliquer aux citoyens la nécessité des décisions budgétaires prises en cohérence avec nos objectifs de durabilité.**

Ce qui était clair dès le départ, c'est que nous ne voulions pas que cette initiative devienne une nouvelle usine à gaz, et surtout pas un tableau de bord technocratique qui piloterait, n'importe quel pays vers la trajectoire d'émission « compatible avec l'Accord de Paris ».

Nous voulions plutôt, doter le gouvernement et la société civile d'un outil transparent capable d'évaluer les choix en cohérence avec les engagements politiques.

Car nous avons conscience de la forte demande de ces informations de la part de la société civile.

Nous avons également remarqué à ce moment-là, que le gouvernement publiait déjà beaucoup d'informations complémentaires à la loi de finances qui étaient particulièrement intéressantes mais absolument éparpillées. Et donc inconnues des citoyens.

Il était donc essentiel que l'outil que nous mettrions sur pieds, rassemble ces morceaux. Nous étions convaincus que cela aiderait à piloter les choix budgétaires et à communiquer sur notre action climatique.

Cette initiative est un travail collaboratif (comme son nom l'indique). Comme l'outil n'existe pas il est à co-construire avec l'OCDE, le Mexique et les pays qui nous rejoindront. Il nous semble qu'il pourrait intégrer ces 3 éléments centraux :

- **une évaluation au sein du budget des dépenses vertes et de leur évolution au fil du temps** (nous réalisons cette évaluation dans le cadre de nos émissions souveraines vertes)
- **une analyse des incitations : taxes, subventions** > sont-elles bien alignées et définies aux justes niveaux compte tenu des objectifs de long terme ?

La production d'informations concernant les flux et les besoins d'investissement climat qu'ils soient publics ou privés pour être sur la bonne trajectoire

Bien entendu, construire cet outil est un exercice complexe. Mais les difficultés techniques ne doivent pas être une excuse pour ne rien faire. Nous sommes convaincus que cet outil peut devenir extrêmement utile. Et nous sommes donc ravis que l'OCDE l'ait inscrit à l'ordre du jour et que le Mexique nous aide à le concevoir. **Il fait partie des 12 engagements du OPS et nous espérons que d'autres pays nous rejoignent.**

C'est pour cela que nous tenons à montrer que c'est réalisable.

C'est pourquoi la France s'engage à produire une première version de l'outil d'ici la fin de l'année.

Lors de l'événement de suivi du One Planet Summit que nous organisons le 26 septembre à New York en marge de l'AGNU, en collaboration avec Mike Bloomberg, ce serait une formidable occasion pour annoncer que de nouveaux pays nous rejoignent.

Vous pouvez compter sur le soutien de la France pour que l'initiative fonctionne.

Je vous remercie.